

DEPARTEMENT DE LA GIRONDE
COMMUNE DE CASTELNAU DE MEDOC

**AMENAGEMENT DU CHEMIN
DE LA CROIX DE CUJAC A DARNAURAN**

**ACTE D'ENGAGEMENT
(A.E.)**

Maître de l'ouvrage :

Commune de CASTELNAU DE MÉDOC

Représentée par M. Le Maire
20, rue du Château
33480 CASTELNAU DE MÉDOC
T. 05 56 58 21 50
F. 05 56 58 18 10

Géomètre et Maître d'œuvre :

PARALLELE 45

Représentée par M. MAS Jean-Yves
65 Avenue de la Côte d'Argent
33680 LACANAU
T. : 05 56 03 50 99
F. : 05 56 03 57 41

Paysagiste :

Atelier de paysage B et JN TOURNIER

Représenté par M. TOURNIER Jean-Noël
35, rue Buhan
33000 BORDEAUX
T : 05 56 79 15 83
F. : 05 57 85 92 70

Objet du marché :

Travaux VRD : Aménagement du chemin de la Croix de Cujac à Darnauran

ACTE D'ENGAGEMENT

--	--	--	--	--	--	--	--	--	--

Maître d'ouvrage

Commune de Castelnau de Médoc

Objet de l'opération : Aménagement du Chemin de la Croix de Cujac à Darnauran

Objet du marché : **Travaux VRD – Aménagement du Chemin de la Croix de Cujac à Darnauran – Commune de Castelnau de Médoc**

Date du marché	
Montant Euro	
Imputation	

Marché :
passé en application de l'article 28 du code des marchés publics

Pouvoir adjudicateur : Commune de Castelnau de Médoc
Personne habilitée à signer le marché : Monsieur le Maire
Maîtrise d'œuvre : PARALLELE 45
Comptable public assignataire des paiements : Receveur

Date de transmission au contrôle de légalité :

ARTICLE 1 - CONTRACTANT (S)

Formule A (pour les entreprises individuelles) :

Je (nous) soussigné(s) :

M.

Agissant en mon nom personnel domicilié à :

Immatriculé (e) à l'INSEE sous le numéro :

Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

Numéro de Téléphone :

Fax :

Certains courriers émanant du pouvoir adjudicateur ou du Maître d'œuvre, comme la demande de documents oubliés, la notification du rejet ou l'admission au présent marché, pourront être transmis aux candidats par voie électronique.

Veuillez indiquer ci-après une adresse mail valide :

OU

Formule B (pour les sociétés) :

Je (nous) soussigné(s) :

M.

Agissant en qualité de

au nom et pour le compte de la Société

Au capital de :

Ayant son siège social à :

Immatriculé (e) à l'INSEE sous le numéro :

Numéro d'identité d'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

Numéro de Téléphone :

Fax :

Certains courriers émanant du pouvoir adjudicateur ou du Maître d'œuvre, comme la demande de documents oubliés, la notification du rejet ou l'admission au présent marché, pourront être transmis aux candidats par voie électronique.

Veuillez indiquer ci-après une adresse mail valide :

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés.

Et après avoir produit les certificats, déclarations, attestations ou documents prévus aux articles 44, 45 et 46 du code des marchés publics, **m'engage sans réserve** conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, **à exécuter les travaux de la présente consultation** dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m'est notifiée dans un délai de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation (R.C.)

OU

Formule C (pour les groupements solidaires) :

Choisir la formule A ou B

ET

Choisir la formule A ou B

ET

Choisir la formule A ou B

Après avoir pris connaissance du cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) et des documents qui y sont mentionnés.

Et après avoir produit les certificats, déclarations, attestations ou documents prévus aux articles 44, 45 et 46 du code des marchés publics, **nous engageons sans réserve**, en tant qu'entrepreneurs groupés solidaires, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, **à exécuter les travaux de la présente consultation** dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si son acceptation nous est notifiée dans un délai de quatre vingt dix (90) jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de consultation (R.C.).

L'entreprise est le mandataire des entrepreneurs groupés solidaires.

Certains courriers émanant du pouvoir adjudicateur ou du Maître d'œuvre, comme la demande de documents oubliés, la notification du rejet ou l'admission au présent marché, pourront être transmis aux candidats par voie électronique.

Veuillez indiquer ci-après une adresse mail valide :

ARTICLE 2 - PRIX

Les modalités de variation des prix sont fixées au C.C.A.P. (Article 3.4)

Les travaux définis au C.C.A.P. sont décomposés en une Tranche Ferme et une Tranche Conditionnelle :

- Tranche Ferme : Réalisation de chaussée, stationnements, trottoirs et accès
- Tranche Conditionnelle : Réalisation de la "piste verte"

Les travaux définis au C.C.A.P. sont regroupés en un lot unique :

- Lot Unique : Préparation – Terrassement – Voirie – Eaux Pluviales – Espaces Verts

Les travaux seront rémunérés par application d'un prix global forfaitaire égal à, suivant le mode de règlement choisi :

Montant des travaux Tranche Ferme

Montant des travaux hors T.V.A.	€ (en chiffres)
.....	(en lettres)
Montant T.V.A. au taux de%	soit€ (en chiffres)
.....	(en lettres)
Montant des travaux T.V.A. incluse	€ (en chiffres)
.....	(en lettres)

Montant des travaux Tranche Conditionnelle

Montant des travaux hors T.V.A.	€ (en chiffres)
.....	(en lettres)
Montant T.V.A. au taux de%	soit€ (en chiffres)
.....	(en lettres)
Montant des travaux T.V.A. incluse	€ (en chiffres)
.....	(en lettres)

Les annexes n° au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des prestations que j'envisage/nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, les noms de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance ; le montant des prestations sous-traitées indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal (.....) de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché ; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des prestations que j'envisage/nous envisageons de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

Montant des travaux hors T.V.A.....	€ (en chiffres)
.....	(en lettres)
Montant T.V.A. au taux de%	soit € (en chiffres)
.....	(en lettres)
Montant des travaux T.V.A. incluse	€ (en chiffres)
.....	(en lettres)

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des prestations que j'envisage/nous envisageons de faire exécuter par des sous-traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance les concernant à la personne responsable du marché ; les sommes figurant à ce tableau correspondent au montant maximal de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement, ou céder.

Nature de la prestation	Montant de la prestation		
	Hors T.V.A.	T.V.A. au taux de%	Total
.....
.....
.....
Total

Le montant maximal de la créance que je pourrai/nous pourrons présenter en nantissement, ou céder, est ainsi de : €
(..... Euros) T.V.A. incluse.

ARTICLE 3 - DELAIS

Les travaux seront exécutés conformément aux délais énoncés dans le CCAP (Art. 4).

Sachant que le délai maximum est fixé à **douze (12) semaines** (non compris période de préparation), le candidat s'engage à réaliser les travaux dans le délai fixé ci-après à compter de la date fixée par l'ordre de service qui prescrira de commencer le lot, celui-ci devant être notifié à l'entreprise dans les cinq (5) jours suivant la notification du marché.

Délais à compléter par le candidat :

.....

ARTICLE 4 - PAIEMENTS

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit :

- du compte ouvert au nom de
- sous le numéro
- à

Toutefois, le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

Avance forfaitaire : application de l'article 87 du Code des Marchés Publics.

- ☐ Je renonce au bénéfice de l'avance forfaitaire,
- ☐ Je ne renonce pas au bénéfice de l'avance forfaitaire,

Fait en un seul original,
à
le

Mention(s) manuscrite(s) "Lu et approuvé"
Signature(s) de l' (des) entrepreneur (s)

Visas

Acceptation de l'offre

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement

A , le

autorisée par délibération de/du en date du

Date d'effet du marché.

Reçu notification du marché.

Le

L'entrepreneur

Reçu l'avis de réception postal de la notification du marché signé le par l'entrepreneur
destinataire

Le
(date d'apposition de la signature ci-après)

Pour l'autorité compétente

**ANNEXE N° 1 A L'ACTE D'ENGAGEMENT
EN CAS DE VARIANTE AU MODE DE REGLEMENT**

A. MODE DE REGLEMENT RETENU PAR LE MAITRE DE L'OUVRAGE :

PAIEMENTS PAR VIREMENTS

Délai de mandatement des acomptes : trente cinq (35) jours maximum.

Délai de mandatement du solde : trente cinq (35) jours maximum.

montant de l'offre hors T.V.A. : €

montant de l'offre T.V.A. incluse : €

B. MODE(S) DE REGLEMENT PROPOSE(S) PAR LE CANDIDAT :

PAIEMENTS PAR L.C.R.

Délai d'autorisation d'émettre la L.C.R : 30 jours maximum.

Echéance de paiement proposée par le maître de l'ouvrage : 50 jours.

montant proposé de l'offre hors T.V.A. :

montant proposé de l'offre T.V.A. incluse :

Première échéance de paiement proposée : 40 jours.

montant proposé de l'offre hors T.V.A. : €

montant proposé de l'offre T.V.A. incluse : €

Deuxième échéance de paiement proposée : 30 jours.

montant proposé de l'offre hors T.V.A. : €

montant proposé de l'offre T.V.A. incluse : €

à signature(s) de l'(des) entrepreneur(s)

le

ANNEXE A AU CADRE D'ACTE D'ENGAGEMENT

Formules à utiliser par les entrepreneurs candidats pour compléter l'article 1

Contractant de l'A.E.

M.

Agissant en mon nom personnel

Domicilié à

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :
- code d'activité économique principale (APE) :
- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés (1) :
.....

M.

Agissant au nom et pour le compte de la Société

Au capital de

Ayant son siège social à (Adresse complète + n° téléphone).....

Immatriculé(e) à l'I.N.S.E.E. :

- numéro d'identité d'établissement (SIRET)
- Code d'activité économique principale (APE) :
- Numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés (1) :
.....

M (Indiquer le nom, prénom, adresse + n° téléphone de l'entrepreneur n° 1)

.....

M (Indiquer le nom, prénom, adresse + n° téléphone de l'entrepreneur n° 2)

.....

Les entreprises ci-dessus étant groupées solidaires et l'entreprise
étant leur mandataire.(2).

(1) Remplacer, s'il y a lieu, "registre du commerce et des sociétés" par "répertoire des métiers".

(2) Cette clause est à remplir lorsque le groupement d'entrepreneurs solidaires est concurrent pour le lot principal ou lorsqu'il est seulement concurrent pour un lot accessoire d'un marché à conclure avec un groupement d'entreprises conjointes. S'il est concurrent pour la totalité du marché, utiliser la clause de l'acte d'engagement type correspondant au marché passé à un groupement solidaire.

ANNEXE A L'ACTE D'ENGAGEMENT EN CAS DE SOUS-TRAITANCE (1)

Demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance (2)

ANNEXE N°

MARCHE :

- titulaire :
- objet :

PRESTATIONS SOUS-TRAITEES

- nature :
- montant T.V.A. comprise :

SOUS-TRAITANT

- nom, raison ou dénomination sociale :
- entreprise individuelle ou forme juridique de la société :
- numéro d'identité d'établissement (SIRET) :
- numéro d'inscription au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers :
- adresse :
- compte à créditer (établissement de crédit, agence ou centre, numéro de compte) :

CONDITIONS DE PAIEMENT DU CONTRAT DE SOUS-TRAITANCE

- modalités de calcul et de versement des avances et acomptes :
- date (ou mois) d'établissement des prix :
- modalités de variation des prix :
- stipulations relatives aux délais, pénalités, primes, réfections et retenues diverses :
- personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 192 du Code des marchés publics (3) :
- comptable assignataire des paiements (3) :

L'autorité compétente

L'Entrepreneur

Le Mandataire

(1) Le présent document annexé au cadre d'acte d'engagement constitue un modèle à utiliser, pour l'établissement de leurs propositions, par les entrepreneurs concurrents en vue de désigner dans le marché, suivant les modalités prévues par la clause b1 de l'art.2 du cadre d'A-E-type, les sous-traitants (qui seront payés directement ou non). Lorsque l'entrepreneur ayant conclu le contrat de sous-traitance sera un cotraitant, sa signature sur l'annexe de l'A.E. devra être suivie par celle du mandataire.

(2) Pièces jointes :

- a) déclaration (en deux exemplaires) du sous-traitant concerné attestant sur l'honneur qu'il ne tombe pas sous le coup des interdictions visées aux articles 48, 49 et 49-1 du Code des marchés publics.
- b) déclaration (en deux exemplaires) du sous-traitant concerné attestant sur l'honneur que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.620-3, L.143-3 et L.143-5 du code du travail (si sous-traité supérieur ou égal à 20 000 francs, art.7 loi 91-1383 du 31/12).
- c) déclaration (en deux exemplaires) du sous-traitant concerné attestant sur l'honneur qu'il n'a pas fait l'objet, au cours des cinq dernières années, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.324-9, L.324-10, L.341-6, L.125-1 et L.125-3 du code du travail (art.27 loi 97-210 du 11/03).
- d) déclaration (en deux exemplaires) du sous-traitant concerné attestant sur l'honneur s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du contrat, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France (si sous-traité supérieur ou égal à 20 000 francs, art.9 loi 97-210 du 11/03).
- e) attestation d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux sous-traités.

(3) A compléter par l'autorité compétente.